Le Club de Mediapart
Participez au débat

Carta Academica

Carta Academica est un collectif d'universitaires belges qui a décidé d'intervenir dans le débat public

Abonné·e de Mediapart

BILLET DE BLOG 25 OCT. 2022

Après les inondations au Pakistan, le monde au défi de l'habitabilité

Si les limites de l'adaptation sont dépassées, c'est alors que des points de ruptures sociales risquent d'être atteints, qui risquent de faire basculer des sociétés entières dans l'instabilité. C'est la raison pour laquelle le Pakistan ne peut être laissé seul à son sort face au défi de l'habitabilité. Par François Gemenne

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.

Après les inondations au Pakistan, le monde au défi de l'habitabilité

En 2010, le Pakistan était ravagé par de terribles inondations, qualifiées par l'ONU du plus grave désastre humanitaire depuis sa fondation en 1945. Cette année-là, le nombre de personnes déplacées par des catastrophes climatiques atteignait le chiffre record de 38 millions, un chiffre qui s'expliquait largement par les déplacements massifs provoqués par les inondations au Pakistan.

Douze ans plus tard, le pays est à nouveau ravagé par des inondations dantesques, qui ont submergé un tiers de la superficie du pays, soit l'équivalent de la moitié de la France métropolitaine. Ces inondations, liées à des pluies de mousson exceptionnellement abondantes et à la fonte des glaciers des contreforts de l'Himalaya, suivaient une vague de chaleur exceptionnelle, où les températures dans le pays avaient régulièrement dépassé les 50 degrés. En mars 2021, le Pakistan avait annoncé le lancement d'un plan national d'adaptation, pour améliorer la résilience du pays face aux impacts du changement climatique. Le plan était largement fondé sur des solutions inspirées de la nature, comme la restauration des écosystèmes ou la plantation de millions d'arbres. Mais que peut l'adaptation face à des inondations qui touchent des dizaines de millions de personnes ?

Des limites d'adaptation dépassées ?

Dans le deuxième volet de son dernier rapport, publié à la fin du mois de février de cette année, le GIEC avertissait qu'en plusieurs endroits du globe, les limites de l'adaptation risquaient d'être dépassées : en d'autres termes, qu'il deviendrait impossible de s'adapter, et que l'on n'aurait d'autre choix que de faire le bilan des pertes et dommages. C'est cette réalité qui fonde un segment des négociations internationales sur le climat entamé il y a un peu moins de dix ans : les « pertes et préjudices » (*Loss & Damage*)[1], un segment qui entend chiffrer ces pertes et fournir une compensation financière aux pays touchés. Les pays industrialisés, pour l'heure, renâclent à payer ces

compensations : seuls le Danemark et l'Écosse ont annoncé leur accord à ce jour.

Si les pays industrialisés ont récemment pris conscience, à la faveur d'événements extrêmes, de la nécessité de développer eux aussi des politiques d'adaptation, ailleurs dans le monde, c'est la question de l'habitabilité qui est posée par le changement climatique. En 2021, ce sont 24 millions de personnes qui ont été déplacées par des événements climatiques extrêmes, un chiffre auquel il faut ajouter ceux et celles qui sont déplacés par des impacts plus progressifs du changement climatique, comme la montée des eaux ou la dégradation des sols. Nul doute que le triste record de 2010 sera battu cette année, encore une fois en raison de la situation au Pakistan[2].

La migration est déjà une réponse aux assauts du climat

Pourtant, nous continuons généralement à voir ces 'migrations climatiques' comme un risque futur, qu'il serait encore possible d'éviter par une réduction drastique de nos émissions de gaz à effet de serre. Alors que le changement climatique est déjà un des premiers facteurs de migrations et de déplacements dans le monde, nous voyons systématiquement la question au travers du prisme des projections de centaines de millions de déplacés d'ici le milieu ou la fin du siècle. Cette focalisation sur les projections futures nous amène souvent à ignorer l'actualité criante de ces déplacements, ou à les voir comme des migrations d'un type nouveau, distinctes des facteurs traditionnels de migration, que ceux-ci soient politiques, économiques ou culturels.

L'environnement, pourtant, a toujours joué un rôle majeur dans la distribution géographique de la population sur la planète. Les zones aux sols plus fertiles, ou aux climats plus tempérés, ont ainsi été davantage peuplées que les autres. Et à travers l'Histoire, des catastrophes naturelles ont conduit à des déplacements majeurs de populations : si la Californie est aujourd'hui l'État le plus riche et le plus peuplé des États-Unis, elle le doit largement à la migration du *Dust Bowl*, qui vit dans les années 1930 des dizaines de milliers de familles quitter les plaines de l'Oklahoma, de l'Arkansas et du Texas en raison de la sécheresse, combinée à la Grande Dépression. Le changement climatique, à l'évidence, compte parmi les perturbations de l'environnement les plus importantes qu'a connues l'Humanité : il est donc logique qu'il entraîne lui aussi certains changements dans la distribution géographique de la population sur la planète, changements auxquels nous ne sommes pas encore du tout préparés.

Abandonner la rhétorique de la crise

La situation dramatique du Pakistan nous montre à quel point il est essentiel de considérer les déplacements de populations engendrés par les catastrophes climatiques comme une réalité présente, et non comme une hypothétique crise migratoire en devenir. Cette rhétorique de crise est bien davantage susceptible d'amener les gouvernements à fermer davantage leurs frontières qu'à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Il est contre-productif de considérer la situation au Pakistan comme le signe avant-coureur d'une crise à venir : c'est aujourd'hui que des réponses doivent être déployées face à ces déplacements ; c'est aujourd'hui qu'une gouvernance internationale de l'asile et des migrations doit se mettre en place face à cette réalité. Malgré certaines avancées dans certains pays (en Espagne et au Portugal notamment, qui ont mis en place des régularisations), cette gouvernance peine à voir le jour.

Si les limites de l'adaptation sont dépassées, c'est alors que des points de ruptures sociales risquent d'être atteints, qui risquent de faire basculer des sociétés entières dans l'instabilité. C'est la raison pour laquelle le Pakistan ne peut être laissé seul à son sort face au défi de l'habitabilité, car c'est au fond la question fondamentale que le

changement climatique nous pose à tous : celle de notre capacité à habiter la Terre.

François Gemenne

Chercheur et président de l'ONG Climate Voices, coordinateur des projets de recherche européens HABITABLE, sur les conditions d'habitabilité, et MAGYC, sur la crise de l'asile en Europe. Pour Carta Academica (https://www.cartaacademica.org/)

[1] Voir ici : https://unfccc.int/topics/adaptation-and-resilience/the-big-picture/introduction-to-loss-and-damage

[2] Voir notamment : https://www.internal-displacement.org/publications/2022-global-report-on-internal-displacement

Pré- ou Postambule

Les points de vue exprimés dans les chroniques de Carta Academica sont ceux de leur(s) auteur(s) et/ou autrice(s) ; ils n'engagent en rien les membres de Carta Academica, qui, entre eux d'ailleurs, ne pensent pas forcément la même chose. En parrainant la publication de ces chroniques, Carta Academica considère qu'elles contribuent à des débats sociétaux utiles. Des chroniques pourraient dès lors être publiées en réponse à d'autres. Carta Academica veille essentiellement à ce que les chroniques éditées reposent sur une démarche scientifique.

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.